

<https://www.ujfp.org/spip.php?article7829>

The logo for UJFP (Union des Juifs Français pour la Justice) is displayed in a stylized, blocky font. The letters are dark red with a white outline, set against a light, textured background.

**Pour bâtir une société plus
juste, des droits au séjour
pérennes pour toutes les
personnes en situation
administrative précaire**

The logo for the French newspaper Libération, featuring the word "Libération" in a white, sans-serif font inside a red diamond shape.

Date de mise en ligne : lundi 4 mai 2020

- Lutte contre les racismes et les discriminations - Sans-papiers, réfugiés, migrants, exilés -

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Tribune du Réseau Université Sans Frontières 38 et Modus Operandi publiée sur Libération.fr.

Pour en finir avec des situations violentes et inextricables que connaissent les personnes en situation administrative précaire, nous réclamons des titres de séjour longs pour toutes les personnes sans papiers ou titulaires d'un titre de séjour court ou sous récépissé en raison de la dégradation de leur situation sociale pour un égal accès à l'autonomie, aux droits de vivre dignement et sereinement.



Manifestation de sans-papiers en février. Photo Noémie Coissac. Hans Lucas

La crise sanitaire qui frappe aujourd'hui agit comme un révélateur de violences, d'inégalités et d'injustices, à bien des égards. Les obligations nouvelles imposées par le gouvernement pour contenir l'épidémie exacerbent la fragilité des personnes en situation administrative précaire et les exposent bien davantage aux risques de contagion, sans qu'ils puissent compter sur un recours aux soins tel que nous, citoyen-nés régulier-es, en disposons. Cette période de confinement renouvelle, à plus fortes raisons l'exigence de garantir l'égalité de traitement de toutes et de tous comme le plein exercice des droits fondamentaux.

Le refus de stabiliser leur présence sur le territoire provoque en chaîne leur appauvrissement en les privant de subvenir eux-mêmes à leurs besoins en travaillant ; leur existence dans un habitat ultra précaire, voire à la rue ; leur état de santé détérioré de ce fait (les personnes exilées arrivent généralement sur le territoire en bonne santé et leur état de santé se dégrade en France) ; leur accès restreint aux soins ; leur non recours aux quelques droits dont ils et elles pourraient disposer, par manque d'information et d'accompagnement ; la répression du fait de la pénalisation de plus en plus grave de la migration...

Assumons-nous d'exposer à de tels risques des personnes dont la précarité est le seul résultat de l'administration ?

En pleine épidémie, ces personnes n'ont pas un égal accès à la santé.

L'accès à l'aide médicale d'État (AME), pour les personnes sans papiers, et à la Protection Universelle de Maladie (PUMa), pour les personnes en demande d'asile, a été réduit par des décrets publiés en décembre 2019, imposant un délai de carence supplémentaire de 3 mois.

Quand elles disposent de cet accès à la santé, elles ne sont prises en charge que par les services d'urgence des hôpitaux publics et peuvent rarement se tourner vers la médecine de ville, pesant sur un service public hospitalier déjà restreint par les choix politiques néolibéraux et surchargés par l'épidémie en cours. Le plus souvent, elles ne recourent pas aux soins, par peur ou par manque de connaissance de leurs droits. Ces personnes venues chercher un refuge en France voient donc leur accès à la santé impacté, en dépit des éventuels traumatismes vécus et urgences à traiter.

En période de confinement, ces personnes n'ont pas accès au logement.

Comment se confiner quand on vit à la rue ? Comment se protéger de la contagion et protéger les autres quand on est logé dans des hébergements collectifs où les sanitaires sont insuffisants ou lointains ou sans entretien ? Les conditions dans les structures d'hébergement, en dortoir collectif le plus souvent, ne permettent pas de respecter la pratique des « mesures barrières » et compte-tenu du manque de personnel dans la gestion de ces lieux, les conditions d'un accompagnement social minimum ne sont plus remplies. Nous voulons rappeler qu'une forte proportion de personnes en situation administrative précaire n'est pas accueillie par les structures d'hébergement existant (centres d'hébergement d'urgence, foyers de travailleurs migrants, centres d'accueil pour mineur-es isolé-es, le dispositif pour demandeur-ses d'asile, hôtels) puisque les places restent insuffisantes, et doit trouver des solutions encore plus précaires dans des squats ou des camps, pour échapper à la rue. Les problèmes d'hygiène et d'accès à l'information peuvent y être encore plus aigus.

En période de confinement, ces personnes n'ont pas accès à une alimentation correcte et aux produits d'hygiène.

Le manque d'autonomie du fait d'une situation administrative instable, voire irrégulière conduit à la précarité financière et oblige à dépendre des services sociaux largement sous-dimensionnés et saturés. La période actuelle entraîne une raréfaction des maraudes et des distributions alimentaires, ce qui ne suffit pas à répondre aux besoins des personnes. Le confinement donne également lieu à des situations où les personnes peuvent être empêchées de sortir de leurs campements pour accéder aux distributions alimentaires et aux points d'eau encore disponibles. Dans ces circonstances, les personnes étrangères enfermées, isolées, celles qui vivent à la rue, celles regroupées dans des squats, qui ont besoin d'aide sociale pour une partie de leurs besoins fondamentaux subissent la double peine : des conditions de vie indignes, et la crainte d'être encore plus vulnérabilisé.es par un recours aux droits sociaux devenu difficile.

En période de confinement, ces personnes n'ont pas accès aux ressources informelles qui leur permettaient de vivre.

Les mesures de restriction ne donnent plus l'occasion de compter sur leur propre capacité à se procurer les revenus nécessaires à leur survie et celle de leur famille car elles n'ont pas accès au droit de travailler. Quand elles étaient employées de manière non déclarée, le confinement a mis un terme à un terme à leur emploi, les privant de ressources, sans possibilité de déclarer cette perte pour espérer une compensation de l'État.

Enfin, la fermeture des administrations et des associations a conduit à geler les procédures d'examen de demande de titres de séjour et à ralentir l'accès aux droits sociaux. La prolongation de trois mois de tous les titres de séjour en cours de validité ne suffit pas à protéger les personnes concernées contre la perte de leur droit au travail et de leurs droits sociaux. L'impossibilité d'accéder à leur courrier pour les personnes qui dépendent de domiciliations associatives bloquent un certain nombre de démarches administratives et sociales (tels que l'accès à l'AME par exemple). Pour les personnes venues demander l'asile en France, elles devraient attendre la ré-ouverture des préfectures pour introduire leur demande : cela signifie pour elles de n'avoir aucune existence légale, aucun droit ouvert, jusque là.

Il en va de même pour les centres de rétention administrative (CRA) et les zones d'attente où des personnes étrangères sont parquées : dans ces lieux, ni leurs droits, ni les réglementations sanitaires ne sont respectés, créant pour elles des conditions discriminatoires et mortifères. Nous réclamons leur fermeture.

Les décisions du gouvernement pour lutter contre la propagation du virus ont des conséquences déléteres pour ces personnes rendues invisibles et oubliées.

Pour toutes ces raisons, cette épidémie ne fait qu'accentuer des hypocrisies qui perdurent. D'une part, les décisions administratives fabriquent des situations irrégulières et précaires empêchant leur autonomie. D'autre part, l'incohérence et le désengagement régulier des pouvoirs publics conduit à une gestion par l'urgence, forcément plus coûteuse.

Pourtant, un changement de perspective est possible : la délivrance de titres de séjours pérennes pour permettre à chacune et chacun de participer et contribuer à la vie sociale, politique et économique.

Pour être égales et égaux face à la lutte contre l'épidémie

Pour sortir de la honte d'être collectivement responsables de leur misère.

Des papiers pour tous et toutes ! Personne n'est illégal-e ! Ouvrons d'autres possibles pour bâtir une société plus juste !

Pour nous faire entendre encore plus, nous vous invitons à partager les autres initiatives qui circulent et appellent à des droits au séjour pérennes.

Pour continuer à nous soutenir, [signer la pétition](#).

Pour lire la tribune sur Libération.fr, cliquer [ici](#)

Les premiers signataires

Organisations

CSP 75, 59, 93 (Coordination des sans papiers 75), CISPM (Coalition Internationale des sans pa-piers et migrants), FASTI (Fédération des associations de solidarité avec tous les immigré-es), GIS-TI (Groupe d'information et de soutien des immigré-e-s), AIDES, FUIQP (Front Uni des Immigra-tions et des Quartiers Populaires), Roya Citoyenne, Survie, ANVITA (Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants), Mouvement Utopia, Union syndicale

Solidaires, Sud Éducation Université Grenoble, Association Le Paria, Paris, Association de Soutien aux Amoureux au Ban Public de Lyon, de Marseille, de Strasbourg et d'île de France (défenses des couples mixtes), RUSF Paris 1, Paris 8, 59 et 82 (Réseau Université sans Frontière), AADA (Association d'Accueil des Demandeurs d'Asile, Mulhouse), MRAP 66, Ardèche et centre Ardèc, Compagnie Jolie Môme, Saint-Denis, Union Juive Française pour la Paix, ASTI Orléans, Centre Ardèche, ARDHIS (Association pour la reconnaissance des droits des personnes homosexuelles et trans à l'immigration et au séjour) Paris, ADA (Accueil Demandeurs d'Asile, Grenoble), L'attrape-voix Grenoble, CARM, (Col-lectif d'Accueil Réfugiés en Matheysine), La Mûre, 38), Collectif de défense des étudiants sans papiers Toulouse, Collectif Jamais Sans Toit, Agglomération Lyonnaise, ATMF, Association des Travailleurs Maghrébins de France ; Attac 19/20, REMCC, Réseau Euro-Maghrébin Citoyenneté et Culture, TPC Maison solidaire, Ah Bienvenue Clandestins !, Bagagérue, Cercle des voisins du CRA Cornebarrieu, Copaf , Collectif pour l'avenir des foyers ; CIVCR, Collectif Ivryen de Vigilance Contre le Racisme, Association pour la Démocratie, Nice ; L'ACORT, L'Assemblée Citoyenne des Originaires de Turquie ; PEPS, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, FTCT des deux Rives, Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives, UTAC, Union des Tunisiens pour l'Action Citoyenne, CRLDHT, Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie, AITE, Accueil Information de Tous les Étrangers, Aix en Provence, ACDA, Agir pour le changement et la démocratie en Algérie, association Humanity, inclusion sociale des personnes exilées 71, Cibebe (membre du CICP) ; Association Femmes Plurielles, Collectif AERÉSP28, l'accueil des exilés et la régularisation des sans papiers d'Eure-et-loir, association ERIS, Lyon, Welcome Var, association Autremonde, COVIAM, Nice, RESF 82, CDDLE, Collectif de défense des droits et libertés des étrangers, Besançon ; Cie du bazar au terminus, Vindry sur Turdine (69), Mouvement Utopia ; Collectif Agir Ensemble, Saint-Etienne, Union Juive Française pour la Paix, Association ZEMBRA Écho, Paris ; Collectif Vigilance pour les droits des étrangers, Paris 12ème ; ASTIR, association de solidarité avec tous les immigrés de Romans sur Isère, La CUM, Coordination Urgence Migrants, Lyon, Association "Accueillir au Pays", Collectif Bienvenue Bordeaux, Association Accueil et soutien aux migrants, Villefranche sur Saône, association Les Nuits de la Roulotte, Chambéry, Gasprom-ASTI de Nantes, Collectif Migrant.e.s Comminges (31), Aude Réfugiés solidarité, Collectif Montreuil Palestine, Sud Éducation Université Grenoble, RSM 89, Réseau de Soutien aux Migrants de l'Yonne ; C.L.A.P33, Le collectif Contre Les Abus Policiers ; Le collectif Jaunes Etc 33, L'O.P.A, Orchestre Poétique d'Avant-guerre, Roya Citoyenne (06) ; association Asilaccueil 88, Vosges, Union Locale Villeneuvoise, Villeneuve-Saint-Georges (94), Coordination Communiste 59-62, APTI NIMES, AVIPO, Association des victimes de l'incendie de l'hôtel Paris Opéra, ULIS 91, Le Group, Consultants mutualisés Experts du Secteur Solidaire, Villeurbanne ; C.C.A.D.H., Collectif Creusot-Autun des Droits de l'Homme, (71), association "Tous les Maquis" , Saint-Maure-des Fossés (94), collectif Jamais Sans Toit, Agglomération Lyonnaise, Réseau Solidarité Migrants-Rouen , CATRED, Collectif des Accidentés du Travail, handicapés et Retraités pour l'Égalité des Droits, École THOT, École diplômante de français pour les demandeurs d'asile et les réfugiés, CNT-FTE, Confédération Nationale des Travailleurs -Fédération des Travailleurs de l'Éducation, CNT-SO (Solidarité Ouvrière) 69, CNT 38, association TURBULENCES NOISIEL (77), Comité ATTAC Rennes , Union syndicale Solidaires, Tous Migrants, Refuges Solidaires, association d'accueil d'urgence des exilés à la frontière franco-italienne situé à Briançon (05), Association Barbarin & Fourchu, Grenoble, Fédération Solidaires Etudiant-e-s, Association Accueil Solidaire en Roannais, Collectif "chabatz d'entrar" (Haute Vienne), Waninga, compagnie de Théâtre issue du collectif Jeune de RESF Lyon, Tillandsia Lyon, LVN Personnalistes & Citoyens, Bagneux, Solidarité migrants Wilson, Saint-Denis 93, collectif intersquat exilé-e-s de Lyon, collectif Réfugiés du Vaucluse, association Ruetabaga, Grenoble, ASTI-RESF d'Asnières sur Seine, CCFD 69

Personnes

Françoise Vergès, politologue, féministe antiraciste décoloniale, Karen Akoka, maîtresse de conférences en science politique, université de Nanterre, Isabelle Saint-Saëns, militante associative, Michel Agier, anthropologue, EHESS (École des Hautes études en Sciences sociales), Jane Freed-man, Professeure Université Paris8, CRESPPA-GTM, CNRS, Anne-Laure Amilhat-Szary, Directrice PACTE, Université Grenoble-Alpes, Denis Robert, écrivain, Carolina Kobelinsky, Anthropologue CNRS, Florence Bouillon, Maîtresse de conférences à l'université, Paris 8, Ludivine Bantigny Historienne, maître de conférences en histoire contemporaine à l'université de Rouen-Normandie, François Gemenne, Chercheur, université de Liège, Smaïn Laacher, sociologue, Université de Strasbourg, Michaël

Neuman, Fondation MSF, Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires (CRASH), Hélène Bertheleu, Université de Tours - CNRS CITERES / Fellow Institut Convergence Migrations, Claire Levy-Vroelant, Professeure émérite de sociologie, Université de Paris 8-Saint-Denis, Claire Marynower, enseignante-chercheuse, PACTE/IEP/UGA, Filippo Furri, MI-GREUROP, Richard Banégas, professeur, Sciences Politiques Paris, Cyrille Hanappe, Architecte et chercheur, association Actes & cités Paris, Eric Coquerel, député LFI de Seine St Denis, Michel LA-RIVE Député France insoumise de l'Ariège, Myriam Laïdouni-Denis, Conseillère régionale Auvergne Rhône Alpes EELV, Cristina Del Biaggio, géographe, Université Grenoble Alpes, laboratoire UMR Pacte, Thomas Lacroix, CNRS, Pascal Troadec, adjoint au maire de Grigny (91) et de conseiller de l'agglomération Grand Paris Sud, Myriam Houssay-Holzschuch, Professeure, Université Grenoble-Alpes, Thibault Le Texier, chercheur associé à l'université de Nice, Richard Monvoisin, didacticien de la pensée critique, ingénieur de recherche, UGA, Marco Assennato, Enseignant-Chercheur, ENSA Paris-Malaquais, Élisabeth Zucker, Gilets Jaunes Paris Sud, Jan Malewski, journaliste revue Inprecor Montreuil, Aurélie GRIES, Contributrice de l'Observatoire des Camps de Réfugiés - Militante Groupe Migration-Climat Alternatiba ANV Rhône, Diallo Oumoul Khairy, demandeuse d'asile, Fontanil-Cornillon (foyer Prada), Renée Fontenelle, collectif de soutien du collègue sans frontière Maurice Scève, Lyon, Fouzia ADEL travailleuse sociale et militante CGT, Antoine Saillard, historien salarié du CMTRA, Villeurbanne, André GACHET Conseiller à la Métropole de Lyon, Sébastien Dion, Chercheur (anthropologie) Lyon, Laurent Tesseyre, chef décorateur, ADC, Anne Torquéo, Michel Peyrache, Saint-Étienne, Odile Hélier anthropologue Paris, Isabelle Monnier, Paris, Danielle Simon-Goehry, bénévole enseignant le français langue étrangère, Eva MARO-NI Saint-Étienne, Yvette et Pierre Maupetit Barjouville, Eveline Caduc Juan-les-Pins, Daniel Guerrier, journaliste retraité, éditeur, ancien responsable national du SNJ-CGT, Abdallah Zni-ber, militant associatif, Pedro Vianna, poète, homme de théâtre, Catherine Gégout, ancienne Conseillère de Paris, Abdellatif Ben Salem, auteur traducteur, Paris, Jacques TEISSIER, prêtre catholique, Nîmes, Patrick Lescure, Saint-Bauzile, Rose-Paule Vinciguerra Paris, Blandine Renaud Paris, Gérard et Nicole Voide, Orly, Hélène Adriansen, Crest, Soline Beatrix Toulon, Gilbert Bel-grano, Valfleury (42), Christine Flori, Retraitée, Toulon, Jean Chambeau, militant GISTI et RESF (Vichy), Danielle JOUAIRE, Fontainebleau, Robert Dadoy, membre ASTI 38 - CISEM, Michel Logé, Faverges, Samia Ammour, Militante associative de l'immigration, Geneviève VOLPI adhérente LDH, Draguignan, Sylviane Robertin, militante, 92, Philippe Bernole Sahorre (66), Aline Bouit, Sa-nary sur mer (83), Ousmane Kouyaté, doctorant, Justice sociale, PACTE, Marguerite Rollinde, militante associative, Saint-Denis, Jacqueline Delmotte, Comité de soutien à un collectif des sans-papiers 66, Nadine PONS, Canet-en-Roussillon (66), Monique Vicet Derval (44), Catherine Del-croix, Professeure de sociologie, Université de Strasbourg, Lise Landrin, doctorante PACTE, Du-rand Michel, prêtre du Prado, Église de Lyon, Sylvie BARATA, enseignante, La Mulatière, Michel Berard, Saint Egrève (38), Suzanne Micheau, Mireille Ligeon, retraitée, Biviers, Adélaïde et Pascal Dégremont, Fox-Amphoux (83), Colette Chatté-Gabillard - bénévole au Secours Catholique - Me-lun Val de Seine, Elsa Maarawi, Consultante indépendante sur les questions migratoires et de genre en contexte humanitaire, Grégoire Charlot, universitaire, syndicaliste et militant, Grenoble, Philippe Belleudy, Professeur émérite - Université Grenoble Alpes, Bichon Guillaume Lusanger (44), Rachel DUFOUR, Cie Les guêpes rouges-théâtre, Clermont-Ferrand (63), Mireille Jean dit Gautier bénévole au ReDAR, Réseau Diois d'accueil des réfugiés (26), Anne-Marie DUREUX bénévole « Jamais sans toit » et Secours populaire Vaux-en-Velin (69), Guillaume PERREL, Enseignant, Caluire, Carole Billoud, enseignante FLE Ecully (69), Sophie Delvallée Avignon, Brice Wong, Jacob-Bellecombette (73), Sophie Faudon Cheminas (07), Claire Lévy-Vroelant, chercheuse, et membre du GISTI, Professeure émérite de sociologie, Université de Paris 8-Saint-Denis, Charlotte Urbain Clichy 92, Frédérique Poisat, Henry Pérouse Anneyron, Francis Dégardin et Louis Laus, co-animateurs du Cercle de silence de Villefranche-sur-Saône, Marie Juillard-Fayolle, Fabienne Brugel, compagnie NAJE, Chatenay Malabry (92), Sandra Brot, Berrias (07), Coline Cellier, Agente de Développement Local Jeunesse Pont-de-Claix (38), Cyril Dechampd, Lyon, Emmanuelle Santelli, Sociologue, Villeurbanne, Marie-Christine Duvivier, bénévole de français "FLE" Villeurbanne (69), Anne-France Meunier, Agir, Aix-en-Provence, Bernard Colombe, Lyon, Dominique Reymann, Cercles de silence", Antony et collectif de soutien aux réfugiés, Châtenay-Malabry, Hélène Bertheleu, Université de Tours- CNRS, ITERES / Fellow Institut Convergence Migrations, Jeanine Sarkissian, Saint-Étienne, Henri Branciard, Bénévole Association C.L.A.S.E.S. Collectif Lyon-nais pour l'Accès à la Scolarisation et le Soutien des Enfants des Squats, Aurélie GRIES, Contributrice de l'Observatoire des Camps de Réfugiés - Militante Groupe Migration-Climat, Alternatiba ANV Rhône, Jacques LYANT, retraité de l'enseignement Villeurbanne, Maria Moreira-Gonçalves, Villeurbanne, Damien Monnier, Tours, Monique Frigara, bénévole ASTI Orléans, Yolande Le Gal-lo, Six-Fours (83), Carl Holland, Lyon 01, Houria Khoufch, bénévole Globe

42, Évreux, Véronique Coulon, Bénévole Singa Lyon, André Gachet, Conseiller à la Métropole de Lyon, Élise Sicard, Sa-lernes (83), Philippe Enclos, Enseignant-chercheur retraité, Lille, Eve Bruant, habitante active dans le soutien aux sans papiers Montreuil, Diallo Oumoul Khairy, demandeuse d'asile, Fontanil-Cornillon (foyer Prada), Bénédicte Monville De Cecco, Éluë à Melun, conseillère île de France et à la CAMVS (BVAM), Conseillère régionale IDF (groupe AES), Rémy Weill, bénévole CIMADE St Étienne, Branciard Claude, Villefranche sur Saône, Katia Yakoubi, Travailleuse sociale, Marseille, Annie Fantino Luysen, Villeurbanne, Akim HEDJADJ, La Mûre (38), Pilar De Bernardy de Sigoyer, enseignante retraitée, Grenoble, Lauren Ohayon, Grenoble, Intersyndicale "Enfants mi-grants", RESF, SUD, Robin Guilhot, Montpellier, Edith Metzger, Pierre-Bénite (69), Michel Larive, Député France Insoumise de l'Ariège, Martine Devries, Calais, Christelle Joyeux, Saint-Étienne, Linda Guerry, historienne, Lyon, David Distelrath, Paris, Dominique Rebeix, retraitée et militante à la marche des solidarités, Paris, Marine de Vanssay, professionnelle de l'audiovisuel, Paris, Mar-co Assennato, Enseignant-Chercheur, ENSA Paris-Malaquais, Thomas Lacroix, Géographe, CNRS, Annie Lacombe Migrands Var-Est, Pascal Troadec, adjoint au maire de Grigny (91) et de conseiller de l'agglomération Grand Paris Sud, Valérie Battistini, membre RESF 38, Corine Védrine, maître de conférences, École Nationale Supérieure d'Architecture de Lyon, Dominique Collignon Maurin, Michel Agier, anthropologue, EHESS (École des Hautes études en Sciences sociales), Bernadette CATRICE Étampes (91), Bruno Catrice, Étampes (91), Martine Roussel, militante RESF 63, Julien Nugues, Paris, Renée Fontenelle, collectif de soutien du collège sans frontière Maurice Scève, Lyon, Anne-Laure Amilhat-Szary, Université Grenoble-Alpes, Directrice PACTE, Aude Morales Gre-noble, Isabelle Saint-Saëns, militante associative, Matthieu WARIN, Grenoble, Fouzia Adel, tra-vailleuse sociale et militante CGT, Jacqueline Barthélémy, adhérente ASTI - Ardèche, Laurent Husson, chercheur CNRS, Denis Robert, écrivain, Dominique Sereni, Retraité, Meyzieu (69), Char-lotte Imbert, Grenoble, Florence Dahirel, Travailleur social, Forges-les-bains (91), Myriam Hous-say-Holzschuch, Professeure, Université Grenoble Alpes, Chantal Coste, citoyenne, Orgnac l'aven (07), Stéphane Féron, Cuers (83), Roger Féron, fonctionnaire d'état, Villeurbanne (69), Lucie Raoux, St Privat de Champclos (30), Dominique Rodès, Marseille, Jean-François Sereni, Citoyen, Pierrefeu du-Var (83), Cécile Sereni-Coste, Pierrefeu du VAR (83), Robert Demanou, Chef de dé-partement communication chez Aveni-Re, Catherine Durocher, Bessenay (69), BOUNGOU Davy, demandeur d'asile, Melun (77), François Rivet, enseignant, Roquevaire (13), Marie-Claude Pace, membre du collectif migrants de Pierrefeu, Pierrefeu du Var (83), Martine Doucouré, MRAP et soutien UNSP, Paris, Madeleine Lorimy, Roseline Villaumé, Villeurbanne, Mohammed Ben Yakhlef, conseiller municipal la France Insoumise de Villeneuve-Saint-Georges (94), Jean Lebrat, membre du MRAP d'Aubenas, Élisabeth et Jérôme Nanga, Nantes, Michèle Vial, Lyon, Georges Benoît, Co-président de Brevenne Accueil, Accompagnement de migrants et précaires, élu Sain-Bel (69), Nicole Benoît, Sain-Bel (69), Corinne Depagne, médecin, Jeanne Heurtault, Ethnologue in-dépendante Saint Joseph, Île de la Réunion, Jean-Pierre Thorey, Dijon, Berthe Thomas Rouvière, membre de C.L.A.S.S.E.S. Collectif Lyonnais pour l'Accès à la Scolarisation et le Soutien aux Enfants des Squat, Lyon, Gildas Porcheron, Saint-Julien-en-Vercors (26), Sandrine Cotteverte, Professeure documentaliste, Grenoble, Brigitte et Marc Abel, fondateurs de la pêche monnaie locale, Mon-treuil, Jérémie Foëx, handicapé sans statut ni revenu, Valence (26), Véronique BENEI, Professeur, Directrice de recherche CNRS, Institut Interdisciplinaire d'Anthropologie du Contemporain (IIAC, CNRS-EHESS), Laboratoire d'Anthropologie des Institutions et des Organisations Sociales (LAIOS), Gilles Robel, Maître de conférences à l'Université Gustave Eiffel -Paris Est, Catherine Gouëset, Bénévole de l'Asti des Ulis (91), Pr. Laurent BEGUE-SHANKLAND, Membre de l'Institut Universi-taire de France, Directeur de la Maison des Sciences de l'Homme Alpes (USR CNRS 3394/Université Grenoble Alpes), Claire Perret, Lyon, Cyrille Hanappe, Architecte et chercheur, association Actes & cités Paris, Antoine Saillard, historien salarié du CMTRA, Villeurbanne, Jean-Guy Dufour, militant associatif altermondialiste Ivry sur seine (94), Claude Féron, Cuers (83), Marie-Josée Debard, co-présidente/bénévole, association locale Abraysie Ouverte, Saint Jean de Braye (45), Jacques Viers bénévole au Secrétariat National d'Amnesty International France, Céline Charles, Échirolles 38, Stéphane Perez, Pôle Emploi Tournon-sur-Rhône, Antoine Banvillet, Administration Hors Cadres, Calais, Muriel Freuchet, commerçante à Privas, Catherine Clemenceau, citoyenne, Briançon, Christiane Nourtier, retraitée de l'Éducation Nationale, Orsay (91), Philippe Hanus, Historien, chercheur associé au LARHRA UMR 5190, Laure Teulières, Maîtresse de conférences en histoire, contemporaine Université de Toulouse Jean Jaurès, Framespa (CNRS UMR 5136) codirectrice de la revue Diasporas - Circulations, migrations, histoire, Dolorès Muzzolini, Grospierres (07), Sté-phanie Quentin-Bothwell, collectif d'associations, le COJIE 45, Orléans, Sarah Isabelle Kreines, citoyenne, Crest (26), Chloé Louis Arnage (72), Joëlle Berrhuel, Psychologue Clinicienne, NANTES, Christel Attoumbré, éducatrice au PAEJ de l'ADSEA 01, Pierre Murbach, Retraité, OULLINS (69), Delphine Leroy, Maîtresse

de conférence sciences de l'éducation - Université Paris 8, Claire Mar-tin-Gousset Etel (56), Hélène LE BAIL, Chargée de recherche CNRS - CERI sciences PO Paris, Fanny Talbot, Collectif des enfants à la rue de l'école Charial, Lyon 3, Jean-Luc Girardini, Administrateur de Production Ass Barbarin & Fourchu, Grenoble, Maud Champagneur, accompagnements de pro-jets théâtre et cinéma Jarrie (38), Makis Solomos, Paris, Claire Bruny, Illustratrice, Villeurbanne, Cédric Grignard Lyon, Audrey Andrès La Garde (83), Brigitte BIENASSIS, Maire de Saint-Pierre d'Entremont (73), Divy Cendres d'Avila MATOKO Lognes (77), Isabelle Quarta Cuers (83), Marie Brugière, metteuse en scène de la compagnie Lyonnais, Anne Marie Roch, Bordeaux, Sophie Wahnich directrice de recherche CNRS, Camille Schmoll, maîtresse de conférences à l'université Paris 7 Denis Diderot/USPC et membre de l'Institut Universitaire de France, Jeni Distelrath, Beau-vallon (26), Marie-Jeanne Coutagne, Rousset (13), Sabine Wodon, Adulte relais et Médiatrice so-ciale à la mairie du Teil (07), Philippe DUPONT, président du Mouvement National LE CRI, Odile Rey, Aix-en-Provence, Hélène Grosjean, Militante-bénévole La Cimade Strasbourg, Christophe Cardoen, artiste visuel, St Martin le Vinoux (38)